A n h a n g

A n n e x e s

1 - 13

zum Stadtratsprotokoll Nr. 4

vom 11. Februar 2021

au procès-verbal n° 4

du 11 février 2021

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang Nr. 1

Réponse

au postulat urgent 20200285, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR, «Vous avez dit quelle heure ?»

L'intervenante demande au Conseil municipal d'examiner le remplacement de l'horloge du funiculaire d'Evilard qui a été enlevée au printemps 2020 suite à des défectuosités.

À titre liminaire, le Conseil municipal rappelle le principe selon lequel les demandes ou questions doivent être clairement séparées des développements en vertu de l'art. 34, al. 1, du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21) et prie les membres du Conseil de ville d'en prendre connaissance. Il prend position comme suit sur la requête exprimée dans le présent postulat urgent:

Il convient de noter en préambule que le bâtiment en question appartient aux Transports publics biennois (Tpb) et non à la Ville de Bienne et que l'horloge retirée appartenait également à cette entreprise. Par principe, le Conseil municipal ne juge pas opportun de financer des éléments situés sur des bâtiments qui n'appartiennent pas à la Ville de Bienne. Dès lors, le remplacement de l'ancienne horloge au frais de la Commune municipale de Bienne n'entre pas en ligne de compte.

Comme mentionné dans le postulat urgent, le directeur des Tpb a expliqué par écrit à l'intervenante en détail les raisons pour lesquelles l'horloge a été enlevée et ne peut pas être remplacée immédiatement. Dans ce contexte, il faut rappeler qu'à la suite des «scandales des subventions» chez CarPostal et BLS, les commanditaires que sont la Confédération et le Canton de Berne veillent consciencieusement à ce que les ressources financières soient utilisées exclusivement dans le strict respect des dispositions légales. Dès lors, le remplacement de l'horloge dont il est question ici se situerait dans une zone grise, même si l'on peut assurément y voir un intérêt pour la clientèle.

Tant les Tpb que le Conseil municipal sont conscients qu'il s'agit ici d'un sujet particulièrement important pour Bienne. C'est pourquoi les Tpb ont déjà entrepris les démarches nécessaires pour répondre à cette requête dans le cadre du projet d'investissement visant à réviser partiellement le funiculaire d'Evilard. Pour l'année en cours, et dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'Office fédéral des transports et l'Office des transports publics et de la coordination des transports du Canton de Berne ont enjoint les Tpb – comme toutes les autres entreprises de transport public subventionnées – de prendre toutes les mesures possibles de réduction des coûts, notamment en renonçant aux dépenses non indispensables pouvant être stoppées à court terme, par exemple dans le domaine de la publicité et du marketing ou des acquisitions. Cela concerne justement aussi le remplacement de l'horloge de la station en aval du funiculaire d'Evilard.

Le sujet reste donc d'actualité, mais il n'est pas possible d'y apporter une solution immédiate au vu des circonstances décrites. Le Conseil municipal part du principe qu'il est raisonnable de renoncer temporairement au remplacement de cette horloge, vu les nombreuses restrictions et dépenses supplémentaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat urgent 20200285 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 28 octobre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexe:
- Postulat urgent 20200285

20200285

POSTULAT URGENT

Vous avez dit quelle heure ?

Christiane Vlaiculescu-Graf, groupe parlementaire PSR

L'horloge fixée sur le fronton en béton du Funiculaire d'Evilard a été enlevée (station Rue du Stand). Suite à des remarques recueillies par moi de personnes à qui cette horloge manque et à un mail envoyé par moi fin août, Monsieur Kneuss, directeur des TPB, a répondu que les horloges des stations amont et aval ont été enlevées à cause de défectuosité(s) (système datant des années 80/90), que leur remplacement couterait environ 35'000.-, que cela ne fait pas partie du mandat de prestations des TPB et que les commanditaires ont demandé, compte tenu du contexte Covid-19, de renoncer à toute dépense non indispensable. Il est encore ajouté que cette option va être évaluée dans le cadre de la rénovation partielle du funiculaire prévue en 2021.

Je peux bien entendre les raisons invoquées, cependant pour moi la présence d'une horloge à cet endroit est utile pour les usagers du funiculaire certes, mais aussi pour les passants, pour les usagers des bus et pour les piétons utilisant les escaliers, cela fait pour moi partie du Service publique.

Et si l'on pense que Bienne se targue d'être la Cité de l'Horlogerie, est-il normal qu'elle ne cherche pas à mettre cette réputation en évidence ?

Quant au tarif évoqué, il peut certes paraître prohibitif pour le commun des mortels mais l'est-il vraiment pour Bienne ... La Ville cherche à être vue comme une ville dans laquelle on devrait avoir envie de venir vivre, dans laquelle la qualité de vie fait envie, qui offre de bonnes prestations à sa population... cette disparition d'horloge peut être vue comme un détail mais n'oublions pas qu'un détail fait parfois la différence... le PSR demande donc aux autorités qu'elles se penchent sur cette problématique et qu'elles y apportent une solution.

Groupe parlementaire PSR, Christiane Vlaiculescu-Graf, le 16 septembre 2020

C. Vlaiculescu-Graf

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang Nr. 2

Beantwortung

des Postulates 20200189, Schneider Veronika, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, «Vermehrte Fahrradkontrollen in der Stadt Biel»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat beauftragt zu prüfen, wie vermehrt Fahrradkontrollen durchgeführt werden können, ohne die Gesamtzahl der Verkehrskontrollen zu erhöhen. Kontrolliert werden soll namentlich: Fehlende Beleuchtung, das Missachten von Verkehrsregeln (insb. Lichtsignalanlagen) sowie das unbefugte Fahren auf Trottoirs und in Fussgängerzonen.

Der Gemeinderat kann zum unterbreitete Anliegen wie folgt Stellung nehmen:

Seit dem 1. Januar 2009 ist für polizeiliche Kontrollen im Rollenden Strassenverkehr auf Gemeindegebiet der Stadt Biel nicht mehr die Stadt selber zuständig, sondern die Kantonspolizei. Die Stadt hat jedoch im Rahmen des mit der Kantonspolizei abgeschlossenen Vertrags über die Erbringung von polizeilichen Dienstleistungen die Möglichkeit, die Tätigkeit der Kantonspolizei bis zu einem gewissen Grad zu steuern. Die für die Belange der Sicherheit zuständige gemeinderätliche Direktion, welche für die Steuerung der Arbeit der Kantonspolizei verantwortlich zeichnet, ist aufgrund der sich im Bereich des Fahrradverkehrs tendenziell erhöhenden (vor allem bei E-Bikes) Unfallzahlen und zahlreichen Beobachtungen von Regelverletzungen schon vor geraumer Zeit ebenfalls zum Schluss gekommen, dass – nebst Bereichen im motorisierten Verkehr – auch im Bereich des Langsamverkehrs eine erhöhte Kontrolltätigkeit durch die Kantonspolizei notwendig erscheint.

Entsprechend hat sie in der polizeilichen Jahresplanung für das Jahr 2020 die Kantonspolizei diesbezüglich wie folgt beauftragt: *«Richten eines speziellen Augenmerks auf das Nichtbeachten von Regeln im Strassenverkehr durch Radfahrende (Missachtung von Fahrverboten, Fussgängerzonen und Rotlicht bei Lichtsignalanlagen etc.)».* Die Kantonspolizei setzt diesen Auftrag seither um und trägt damit zu einer Erhöhung der Verkehrssicherheit auf den Bieler Strassen bei.

Aus dem oben geschilderten Sachverhalt ergibt sich, dass das im vorliegend behandelten Vorstoss dem Gemeinderat unterbreitete Anliegen bereits umgesetzt wird. Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das Postulat 20200189 erheblich zu erklären und abzuschreiben.

Biel, 18. November 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilagen: Postulat 20200189

Postulat

20200189

Vermehrte Fahrradkontrollen in der Stadt Biel

Gerade in den Wintermonaten wurde wieder deutlich, dass zahlreiche Velofahrer ohne Licht unterwegs sind. Auch Velofahrer, die bei Rot an einer Ampel halten und auf Grün warten, werden allmählich zu einer Minderheit. Fahrradfahrer mit nebengeräuschisolierenden Kopfhörern und ohne ausreichende Beleuchtung, die den Fussgängern und Autofahrern rücksichtslos den Weg abschneiden und Vortrittsregelungen grosszügig ignorieren, sind zu einer Alltagserscheinung auf den Strassen geworden. Dieses Verhalten gefährdet nicht nur Velofahrer, sondern alle Verkehrsteilnehmer. Es ist daher notwendig, dass verstärkt Kontrollen bei Velofahrern durchgeführt werden.

In der Stadt Zürich wird eine markante Zunahme von Fahrrad-Unfällen verzeichnet. Zwischen 2014 und 2018 stieg die Anzahl um rund die Hälfte an. Und dies trotz zahlreicher Verkehrsschikanen für den Autoverkehr.

Dies wird in Biel wohl nicht viel anders aussehen, weil beim Veloverkehr seit Jahren eine regelrechte Laisser-faire-Politik vorherrscht, ganz im Gegensatz zur rigiden Kontrolle bei motorisierten Verkehrsteilnehmern.

Aus diesem Grund beauftragen wir den Gemeinderat, wie vermehrt Fahrradkontrollen durchgeführt werden können, ohne die Gesamtzahl der Verkehrskontrollen zu erhöhen. Kontrolliert werden soll namentlich: Fehlende Beleuchtung, das Missachten von Verkehrsregeln (insb. Lichtsignalanlagen), sowie das unbefugte Fahren auf Trottoirs und in Fussgängerzonen.

Biel, 3.Juni 2020

Schneider

Veronika Schneider – Stepniewski

Fraktion SVP / Die Eidgenossen

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang Nr. 3

Beantwortung

des Postulates 20200226, De Maddalena Daniela, Grüne, «Unnötigen Lärm durch dröhnende Motoren von Balzfahrern büssen !»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, fünf konkrete Massnahmen zu prüfen mit dem Ziel, das Phänomen des Verursachens von unnötigem Lärm durch sogenanntes «Balzfahren» zu reduzieren.

Einleitend hält der Gemeinderat folgendes fest:

Das sogenannte «Balzfahren» stellt einen Verstoss gegen die Strassenverkehrsgesetzgebung im Bereich des rollenden Verkehrs dar. Die Kontrolle und Ahndung dieser Art von Widerhandlung fällt in den ausschliesslichen Zuständigkeitsbereich der Kantonspolizei.

Die Stadt hat jedoch im Rahmen des mit der Kantonspolizei abgeschlossenen Vertrags über die Erbringung von polizeilichen Dienstleistungen (Ressourcenvertrag) die Möglichkeit, Schwerpunkte zur Verbesserung besonderer sicherheitsrelevanter Phänomene zu setzen und die Kantonspolizei zu ersuchen, geeignete Massnahmen zu ergreifen. Weitergehend kann die Stadt Biel der Kantonspolizei keine Aufträge erteilen und auch der Abschluss von zusätzlichen Vereinbarungen ist in der geltenden Polizeigesetzgebung nicht vorgesehen. Die Kantonspolizei legt eigenverantwortlich die operativen und taktischen Belange fest, insbesondere die zum Einsatz kommenden Mittel und deren Stärke.

Die für die Belange der Sicherheit zuständige gemeinderätliche Direktion verzeichnet schon seit längerer Zeit eine Zunahme der Reklamationen wie auch der Fallzahlen. Da sie auch für die Steuerung der Arbeit der Kantonspolizei verantwortlich zeichnet, ist sie bereits im vergangenen Jahr zum Schluss gekommen, dass - nebst anderen Bereichen - auch im vorliegend interessierenden Bereich eine erhöhte Kontrolltätigkeit durch die Kantonspolizei notwendig erscheint. Entsprechend hat sie in der polizeilichen Jahresplanung für das Jahr 2020 die Kantonspolizei diesbezüglich wie folgt beauftragt: *«Überwachung des rollenden Verkehrs mit Schwerpunkt «unnötiges Herumfahren und Verursachen von Lärm mit Motorfahrzeugen»*. Die Kantonspolizei setzt diesen Auftrag um und rapportiert regelmässig die getroffenen Massnahmen und Ergebnisse.

Zu den konkreten, im Vorstoss formulierten Anliegen nimmt der Gemeinderat wie folgt Stellung:

1. Die neuralgischen Punkte in der Stadt Biel eruieren und bezeichnen.
Dieses Anliegen ist sinngemäss in der bereits erfolgten Auftragserteilung an die Kantonspolizei enthalten. Die neuralgischen Orte sind bekannt und es werden dort Kontrollen durchgeführt.

2. Die Kapo Bern auf das Problem anzusprechen und sie verpflichten, ein Konzept bezüglich Kontrollmassnahmen zu erstellen, um die Lärmbelästiger und Lärmbelästigerinnen zu eruieren.

Die Stadt Biel kann die Kantonspolizei im Rahmen ihrer Steuerungsmöglichkeiten nicht verpflichten, ein Konzept zu erstellen. Die Festlegung der Art und Weise der operativen Umsetzung des Anliegens der Stadt obliegt einzig der Kantonspolizei.

3. Die Kapo auffordern, diese Kontrollmassnahmen konsequent und zeitnah umzusetzen und die fehlbaren Fahrzeughalter entsprechend zu verzeigen.
Dieses Anliegen ist in der bereits erfolgten Auftragserteilung an die Kantonspolizei enthalten. Entsprechende Kontrollen werden seit Beginn der warmen Jahreszeit bereits vorgenommen.

4. Zwischen Kapo und Stadt Biel das Vorgehen zur Bekämpfung von Lärmimmissionen (alle Arten von Motorfahrzeugen und andere durch Motoren angetriebene Geräte) formulieren und vereinbaren. Diese Vereinbarung soll verbindlich in den jährlichen Leistungsvertrag der Kapo aufgenommen werden.
Der Abschluss einer derartigen Vereinbarung ist in den gesetzlich vorgesehenen Steuerungsmechanismen nicht vorgesehen. Das Anliegen ist deshalb nicht direkt umsetzbar.

5. Die Kapo verpflichten, regelmässig (mindestens 1 x pro Woche) über die Massnahmen und die daraus resultierenden Ergebnisse Rechenschaft abzugeben.
Die Art und Weise der Rapportierung über die der Kantonspolizei erteilten Aufträge ist reglementarisch festgelegt. Sie erfolgt quartalsweise anlässlich von sogenannten Quartalsrapporten, an welchen Vertreter von Kantonspolizei und den zuständigen städtischen Stellen teilnehmen. Im ersten Quartal hat die Kantonspolizei 16 Anzeigen gemeldet, im zweiten Quartal 59 und im dritten Quartal 42.

Aus dem obenstehenden Ausführungen ergibt sich, dass das im vorliegend behandelten Vorstoss dem Gemeinderat unterbreitete Anliegen bereits umgesetzt wird, soweit diesem nachgekommen werden kann. Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das Postulat 20200226 erheblich zu erklären und abzuschreiben.

Biel, 18. November 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilagen:
· Postulat 20200226

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20200226

Termin GR / Délai CM: _____

Direktion /Direction: _____

Mitbericht / Corapport: _____

Postulat

Unnötigen Lärm durch dröhnende Motoren von Balzfahrern büssen!

Nicht erst in letzter Zeit, aber vermehrt wohl ausgelöst durch den Lock down, fallen die Balzfahrer auf, welche zu jeder Tages- und Nachtzeit versuchen, die Bewohnerinnen und Bewohner von Biel-Bienne auf sich aufmerksam zu machen. Der Trend, mit dem Auto in der Stadt Runden zu drehen und die aufgemotzten Fahrzeuge lautstark zu präsentieren, wird immer beliebter. Das Problem hat sich nun auch noch in der wärmeren Jahreszeit massiv verschärft. Die röhrenden Auspuffanlagen hört man teilweise bis nach Evilard. Bielerinnen und Bieler, nicht nur der Innenstadt, sondern auch WaldspaziergängerInnen, haben keine Ruhe mehr.

Besonders beliebt bei den Renommierfahrern ist die Innenstadt: die Kanalgasse, die Region Zentralplatz, die General-Dufour-Strasse und vor allem die Veresiusstrasse vor dem Bahnhof. Dieses Verhalten ist egoistisch, rücksichtslos und einschüchternd. Die Lärmbelästungen sind eine Zumutung!

Der Gemeinderat wird gebeten, folgendes zu unternehmen:

1 Die neuralgischen Punkte in der Stadt Biel-Bienne zu eruieren und zu bezeichnen.
2 Die Kapo Bern auf das Problem anzusprechen und sie zu verpflichten, ein Konzept bezüglich Kontrollmassnahmen zu erstellen, um die LärmbelästigerInnen zu eruieren.
3 Die Kapo aufzufordern, diese Kontrollmassnahmen konsequent und zeitnah umzusetzen und die fehlbaren Fahrzeughalter entsprechend zu verzeigen.
4 Zwischen Kapo und Stadt Biel-Bienne das Vorgehen zur Bekämpfung von Lärmimmissionen (alle Arten von Motorfahrzeugen und andere durch Motoren angetriebene Geräte) zu formulieren und zu vereinbaren. Diese Vereinbarung soll verbindlich in den jährlichen Leistungsvertrag der Kapo aufgenommen werden.
5. Die Kapo zu verpflichten, regelmässig (mindestens 1x pro Jahr) über die Massnahmen und die daraus resultierenden Ergebnisse Rechenschaft abzugeben.

Biel-Bienne, 24. 6. 2020

Daniela de Maddalena
Grüne / Les Verts

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang Nr. 4

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20200190, Tennenbaum Ruth, Fraktion Einfach libres!, Briechle Dennis, Fraktion GLP+, Scheuss Urs, Fraktion Grüne, Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO, Rebetez Maurice, Fraktion PSR, Molina Franziska, EVP, «Weg mit dem Schwerverkehr auf der Reuchenettestrasse»

Das überparteiliche Postulat fordert den Gemeinderat auf, zu prüfen, wie die Reuchenettestrasse möglichst rasch vom Schwerverkehr (Zubringerdienst und öV ausgenommen) befreit werden kann. Sie bitten den Gemeinderat, die nötigen Massnahmen bei Bund und Kanton in die Wege zu leiten.

Der Gemeinderat teilt die Einschätzung, dass Massnahmen gegen den Transit des Schwerverkehrs entwickelt werden müssen. Er informiert, dass er auf dem Stadtgebiet Alternativen für die Schwerverkehrsrouten prüft. Da es sich dabei um das kantonale Strassennetz handelt, beauftragen die Autorinnen und Autoren des überparteilichen Postulats den Gemeinderat, mit der übergeordneten zuständigen Behörde Kontakt aufzunehmen, um Lösungen zu erarbeiten, welche die Quartierbevölkerung entlasten. Für die Reuchenettestrasse, deren Auswirkungen auf den Verkehr stark mit der Realisierung des Westasts zusammenhängt, ist der Kanton zuständig. Hier gilt es anzumerken, dass das Tiefbauamt (TBA) des Kantons Bern mit dem kürzlich zwischen dem Bellevueplatz und der Hermann-Lienhard-Strasse eingeführten Tempo 30 bereits Massnahmen für mehr Sicherheit in diesem Bereich ergriffen hat. Auch Koordinationssitzungen für die Evaluation von möglichen Synergien verschiedener Massnahmen gegen den Transit des Schwerverkehrs haben stattgefunden.

Anlässlich der Sitzung vom 9. September 2020 hat der Regierungsrat des Kantons Bern eine von drei Bieler Grossräten im Juni eingereichte Motion beantwortet. Er hat sich in Bezug auf das Ergreifen von Massnahmen, um den Schwerverkehr auf der Reuchenettestrasse zu verbieten (Zubringerdienst ausgenommen), bereit erklärt, dieses Verbot in Zusammenarbeit mit den entsprechenden Partnern eingehend zu prüfen. In diesem Zusammenhang ruft der Regierungsrat in Erinnerung, dass die Resultate der Dialoggruppe Westast sowie die Auswirkungen auf den Verkehr in der gesamten Region berücksichtigt werden müssen.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20200190 erheblich zu erklären.

Biel, 11. November 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:
· Überparteiliches Postulat 20200190

Überparteiliches Postulat

Weg mit dem Schwerverkehr auf der Reuchenettestrasse 20200190

1. Der Gemeinderat wird gebeten zu prüfen, wie möglichst rasch der Schwerverkehr von der Reuchenettestrasse verbannt werden kann (Zubringerdienst und ÖV ausgenommen)

2. Der Gemeinderat wird gebeten, alle nötigen Massnahmen bei Bund und Kanton in die Wege zu leiten um den Punkt 1 umzusetzen.

Begründung

Mit dem Abschluss der Bauarbeiten auf der A16 bei der Ausfahrt Taubenloch gibt es keinen Grund mehr, dass Schwerverkehr über die Reuchenettestrasse gelangt. Mit einem entsprechenden Leitsystem kann dieser anders geleitet und die Bewohnerschaft von den Lastwagen und durchreisenden Bussen und den damit einhergehenden Emmissionen endlich befreit werden. Verkehrlich flankierende Massnahmen für den Durchgangsverkehr von Lastwagen und Bussen sind deshalb auf der Reuchenettestrasse konsequent umzusetzen.

Wie die Stadt bewiesen hat bei der neuen zweisprachigen Beschriftung des Ostastes, kann sie sehr wohl Einfluss nehmen auf die kantonalen und nationalen Ämter und Verbesserungen einfordern. Dies sollte sie auch in Bezug auf die Leitung des Schwer- und Transitverkehrs in diesem Perimeter tun. Es liegt in der Verantwortung des Gemeinderates hier aktiv zu werden und die Bewohnerinnen und Bewohner von diesem unnötigen Durchgangsverkehr endlich zu befreien.

Biel 3. Juni 2020

Ruth Tennenbaum (Passerelle)
Einfach Libres!

Dennis Briechle
Fraktion GLP+

Urs Scheuss
Fraktion Grüne

Alfred Steinmann
SP Fraktion

Maurice Rebetez
Groupe PSR

Franziska Molina
EVP

Anhang Nr. 5

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20200192, Briechle Dennis, GLP, «Begegnungszone Zentralplatz»

Der Postulant beauftragt den Gemeinderat eine Ausweitung der Begegnungszone auf dem Zentralplatz zu prüfen; auf der Nordseite bis zur Jean-Sessler-Strasse und auf der Südseite bis zur Esplanade. Er begrüsst diese Begegnungszone, die von den unterschiedlichen Nutzerinnen und Nutzern sehr geschätzt wird. Er fügt jedoch an, dass der Belag aufgrund des Zustands der Strasse erneuert werden müsste.

Der Gemeinderat unterstützt die Einführung von Begegnungszonen und die Direktion Bau, Energie und Umwelt verfügt über verschiedene Projekte und Strategien zur Verkehrsberuhigung, sowohl für Begegnungszonen wie für Tempo-30-Zonen. Allgemein wird empfohlen, eine Begegnungszone in der Nähe von bereits verkehrsberuhigten Zonen (30km/h oder 50km/h mit Verkehrsberuhigungsmassnahmen) einzuführen, um progressive Geschwindigkeitsanpassungen zu begünstigen. Ausserdem führen Temporeduktionen und Verkehrsberuhigungsmassnahmen dazu, dass der Bereich für den motorisierten Individualverkehr weniger attraktiv wird, wodurch dieser die Tendenz hat, sich auf andere, nicht dazu vorgesehene Nebenstrassen zu verlagern. Aus diesem Grund kann eine Ausweitung einer Begegnungszone nicht automatisch und ohne Berücksichtigung der Strassennetzhierarchie vorgenommen werden.

Für den südlichen Abschnitt, von der Zentralstrasse bis zur Esplanade könnte die Einführung einer Begegnungszone geprüft werden. Der nördliche Bereich eignet sich weniger dazu, da dort mehr motorisierter und viel öffentlicher Verkehr zirkuliert. Die Direktion BEU ist sich jedoch der positiven Auswirkungen einer Senkung der Höchstgeschwindigkeit für die Sicherheit des Langsamverkehrs und die Attraktivität des öffentlichen Raums bewusst und wird deshalb den gesamten erweiterten Bereich – von der Esplanade bis zum nördlichen Ende des Zentralplatzes – in die Überlegungen zur Verkehrsberuhigung einbeziehen. Sie prüft die Möglichkeit einer Erweiterung der Begegnungszone oder der Einführung von Verkehrsberuhigungsmassnahmen, wobei die Kadenz auf den Linien des öffentlichen Verkehrs beibehalten und jegliche Verlagerung auf die angrenzenden Nebenstrassen vermieden werden muss.

In Bezug auf den Zustand des Strassenbelags ist sich der Gemeinderat bewusst, dass er einige Ermüdungserscheinungen zeigt. Er weist jedoch den Stadtrat darauf hin, dass die Neugestaltung des nördlichen Abschnitts des Zentralplatzes eng mit notwendigen Sanierung der Schüssbrücke und den obenstehenden Informationen zusammenhängt. Es haben bereits Gespräche mit dem Kanton zur Koordination der erforderlichen Arbeiten auf der Brücke auf dem Zentralplatz stattgefunden. Die Erneuerung des Belags kann daher nicht unabhängig von der Sanierung der Brücke erfolgen. Letzteres ist ein grösseres Projekt, das sich über mehrere Jahre hinziehen wird.

Der Gemeinderat beantragt daher dem Stadtrat, das Postulat 20200192 erheblich zu erklären.

Biel, 18. November 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Eric Fehr Barbara Labbé

Beilage:
- Postulat 20200192

Postulat

Begegnungszone Zentralplatz

20200192

Eingereichter Text

Der Gemeinderat wird beauftragt, eine Ausweitung der Begegnungszone Zentralplatz auf umliegende Strassenabschnitte zu prüfen.

Begründung

Die Begegnungszone auf dem Zentralplatz ist ein Erfolgsmodell. Wohl kaum jemand würde sich den vorherigen Zustand zurückwünschen. Sie ist Dreh- und Angelpunkt der Innenstadt und attraktiv sowohl für die anliegenden Gewerbetreibenden, als auch für temporäre Veranstaltungen.

Mit ihren bald 20 Jahren ist sie eine der ältesten Begegnungszonen der Schweiz und mittlerweile schon etwas in die Jahre gekommen, weshalb eine baldige Erneuerung vorgesehen ist. Die Unterzeichnenden regen an, in diesem Rahmen auch eine Ausweitung der Begegnungszone zu prüfen, beispielsweise auf die Zentralstrasse bis zur Jean-Gentil-Strasse oder bis zur Esplanade/Kongresshaus.

Biel/Bienne, 4. Juni 2020

Dennis Briechle

Sandra Gurtner-Oesch Max Wiher Julien Stocker

E 25. JUNI 2020

Direktion Bau,
Energie und Umwelt

☐DIR ☐GS ☒INF ☐HB ☐UMW ☐ESB

☐ zur Kenntnis
☐ zur direkten Erledigung
  ☐ mit Erledigungsmeldung
☐ zur Stellungnahme bis
☐ zum Antwortentwurf bis
☒ zum Bericht + Antrag zH. GR bis 19.10.2020

Visum

Anhang Nr. 6

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20200252, Heiniger Peter, PdA, «Autofreie Altstadt»

Der Postulant fordert den Gemeinderat auf, den Durchgangsverkehr durch die Altstadt zu unterbinden oder gar ein allgemeines Fahrverbot zu erlassen. Insbesondere die Obergasse leide unter starkem Durchgangsverkehr, da Automobilistinnen und Automobilisten, die ins Beaumont-Quartier gelangen wollen, durch die Altstadt fahren. Auch Lieferantinnen und Lieferanten sollten klar begrenzte Anlieferzeiten erhalten. Der Postulant fordert eine autofreie Altstadt für eine bessere Lebensqualität der Anwohnerinnen und Anwohner und eine Attraktivierung der ganzen Altstadt. Seiner Meinung nach ist die Altstadt ungeeignet für den Mischverkehr. Sie sollte ein Ort der Entspannung und der Begegnung sein und kein Durchfahrtsort.

Der Gemeinderat stimmt mit dem Postulaten überein, dass die Altstadt ein attraktiver Aufenthaltsort für die Bürgerinnen und Bürger und die Besucherinnen und Besucher bleiben muss. Der Erhalt oder die Verbesserung der Qualität des Lebensraumes ist eine zentrale Herausforderung für die Stadt Biel und die Reduktion der Verkehrsbelästigungen zählt zu den Handlungsansätzen in diesem Bereich. In dieser Hinsicht weist der Gemeinderat darauf hin, dass seit dem Linksabbiegeverbot vor der Haltestelle der Leubringenbahn der Durchgangsverkehr in der Obergasse stark zurückgegangen ist. Verbunden mit der Schaffung einer Begegnungszone hat diese Massnahme zu einer deutlichen Steigerung der Lebensqualität geführt.

2020 durchgeführte Verkehrszählungen haben gezeigt, dass die für eine Begegnungszone geforderten Belastungswerte (<5 000 Fahrzeuge pro Tag) eingehalten werden. Die Problematik des Durchgangsverkehrs in diesem Sektor wird jedoch weiter untersucht werden müssen, um die Sicherheit und die Qualität des Lebensraumes zu gewährleisten. Der Durchgangsverkehr zwischen der Bözingenstrasse und dem Beaumont-Quartier sollte aufgrund des urbanen Charakters und der Verkehrsgestaltung der Altstadt nicht durch diese Zone erfolgen. Allerdings ist darauf hinzuweisen, dass die Obergasse ein zentraler Weg für den Zugang zum Spitalzentrum ist und sie daher, solange dieses am bestehenden Standort bleibt, nicht vollständig für den Verkehr gesperrt werden kann.

In diesem Sinne will der Gemeinderat die Lage ganzheitlich analysieren und dafür sorgen, dass der Durchgangsverkehr möglichst reduziert wird. Er wird mithilfe seiner technischen Dienste Verbesserungsmöglichkeiten prüfen, insbesondere die Einführung von Verkehrsmassnahmen vor der Obergasse. Dabei wird er selbstverständlich den Interessen der Gewerbetreibenden und des Handwerks in der Altstadt Rechnung tragen.

Daher beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20200252 erheblich zu erklären.

Biel, 2. Dezember 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Eric Fehr Barbara Labbé

Beilage: Postulat 20200252

Biel/Bienne, 19.8.2020

Postulat

Motion: Autofreie Altstadt 20200252

Peter Heiniger, PdA

Der Gemeinderat wird aufgefordert, den Durchgangsverkehr durch die Altstadt zu unterbinden. Die Bieler Altstadt muss weitgehend autofrei sein. Unser Schmuckstück wird unablässig als Abkürzung missbraucht. Vor allem die Obergasse leidet unter starkem Durchgangsverkehr, da sich Automobilist*innen die Mühlebrücke ersparen wollen, um ins Beaumont Quartier zu gelangen. Lieferanten sollen klar begrenzte Anlieferzeiten erhalten. Da ist eine Absprache mit den Gewerbetreibenden und dem Altstadtleist zu erwünschen.

Postulant

Die ~~Motionär~~*innen fordern eine autofreie Altstadt für eine bessere Lebensqualität der Anwohner und eine Attraktivierung der ganzen Altstadt. Die Altstadt ist ungeeignet für Mischverkehr. Sie muss ein Ort der Entspannung und der Begegnung sein und kein «drive through».

Begründung:

Die Bieler Altstadt hat in den letzten Jahren neuen Schwung und Auftrieb erhalten. Durch Veranstaltungen, wie «first fridays» konnte einer breiten Öffentlichkeit der Charme unserer Altstadt nähergebracht werden. Diese erwähnten Events sind nur möglich, da an diesen Tagen die Altstadt autofrei ist und so ohne Störung durch motorisierten Individualverkehr (MIV) durch die Gassen der Altstadt flaniert werden kann.
Dies darf allerdings kein temporärer Zustand sein. Belebte Innenstädte und in diesem Beispiel unsere Altstadt können nur stattfinden, wenn der MIV «ausgelagert» wird. Unzählige Beispiele belegen dies. Überall, wo der MIV an die Peripherie verlagert wurde, konnten die Zentren an Attraktivität zulegen und aufgewertet werden. So konnten auch Gewerbetreibende in hohem Masse profitieren.
Die Stadt Biel kann in diesem Fall zwar nicht als gutes Beispiel vorangehen, da es eben schon unzählige solche gibt, sie kann aber Versäumnisse korrigieren und so die Lebensqualität mit einfachen Mitteln erhöhen.

Biel/Bienne, 19.8.2020

Peter Heiniger, PdA

Anhang Nr. 7

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des dringlichen Postulates 20200361, Susanne Clauss, Fraktion SP/JUSO, «Ein ziemlicher Käse»

Das dringliche Postulat fordert den Gemeinderat auf, in einem Bericht folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie kommt die BEU dazu ein wahrheitsgetreuer Artikel – vielleicht etwas salopp formuliert – als Missverständnis zu deklarieren?
2. Trifft es zu, dass Amtsträger*innen der Stadt auf Basis dieses kleinen unscheinbaren Artikels, verbal aufs übelste beschimpft und attackiert worden sind?
3. Wie kommt es, dass die Stadt Biel sich von Lobbyverbänden und insbesondere Einzelpersonen aus dem Bauernstand dermassen unter Druck setzen lässt, dass man gleich ins Gegenteil kehrt?
4. Gibt es Verpflichtungen den Lobby-Verbänden gegenüber über die der Stadtrat und/oder die Bevölkerung von Biel informiert sein müssten?

Weiter fordert die Postulantin,

- dass keine Kolumnen mehr darüber publiziert werden, «warum an vielen Standorten die Produktion von tierischen Produkten auch aus ökologischer Sicht sinnvoll ist.»
- dass der ursprüngliche Artikel wieder auf der Homepage publiziert wird, da er keinerlei Unwahrheiten enthält, welche ein solch schamloses Vorgehen der Milch- und Bauernlobby und damit den Rückzug des Artikels rechtfertigen würde.

Der Gemeinderat nimmt dazu wie folgt Stellung: Ziel der Umwelt-Tipps ist es, den Bielerinnen und Bieler aufzuzeigen, wie in vielen Bereichen mittels (oft einfacher) Verhaltens- und Konsumänderungen die Umwelt weniger belastet wird oder weniger Treibhausgase freigesetzt werden. Seit rund eineinhalb Jahren werden wöchentlich einfache Tipps im Amtsanzeiger als Inserat veröffentlicht. Zudem sind alle «Umwelt-Tipps» auf der Webseite der Stadt Biel zu finden. Die Information soll auf eine einfache, positive und sympathische Art erfolgen. Und die Ratschläge sollen auch bis anhin nicht besonders umweltsensibilisierte Personen ansprechen. Das Ziel ist also, sachlich zu informieren, ohne zu missionieren oder gar zu provozieren.

Betreffend Konsum von tierischen Produkten: Die Herstellung von tierischen Produkten ist aus ökologischer Sicht differenziert zu beurteilen. Deshalb hielt der Umwelt-Tipp im Amtsanzeiger Nummer 46 folgendes fest: «Die Produktion tierischer Nahrungsmittel verursacht Treibhausgase. Auf der anderen Seite gibt es in der Schweiz viele Flächen, auf denen keine andere landwirtschaftliche Nutzung möglich ist als die Beweidung und das Mähen. Auf den kargen Böden des Juras oder in den Alpen kann nicht grossflächig Acker- oder Gemüsebau betrieben werden. Dank extensiver Viehwirtschaft werden vielfältige Kulturlandschaften und damit Lebensräume für viele Tiere und Pflanzen gepflegt. Verzichtet man auf Futterimporte und füttert die Tiere nur mit «lokalem» Gras und Heu, ist die Produktion von Käse und Fleisch viel ökologischer und für die Biodiversität sehr wertvoll. Auch bei tierischen Produkten gilt somit aus ökologischer Sicht: Achten Sie auf lokale, umweltfreundlich produzierte Fleisch- und Milchprodukte.»

Zu den Fragen:

1. Der Umwelt-Tipp hätte in der Tat nicht veröffentlich werden sollen, unabhängig der nachfolgenden Proteste der Milch- und Käselobby. Die Informationen im Text sind zwar nicht falsch, aber zu undifferenziert und zu stark vereinfacht. So hätte beispielsweise zumindest präzisiert werden müssen, dass Rodungen für Tierfutter im Ausland erfolgen. In der Schweiz wächst der Wald, unter anderem, weil schwierig zu bewirtschaftendes Gelände nicht mehr beweidet wird, was sich auf die Biodiversität negativ auswirkt. Aus diesem Grund wurde der Umwelt-Tipp zurückgezogen.
2. Ja, ein Amtsträger der Stadt Biel wurde beschimpft. Es wurde Strafanzeige erstattet.
3. Die Stadt Biel hat den Umwelt-Tipp nicht aufgrund des Druckes der Milch- und Käselobby entfernt, siehe Antwort auf Frage 1.
4. Nein, es gibt keine Verpflichtungen seitens Stadt Biel gegenüber den Milch- und Käselobby-Verbänden.

Die Umwelt-Tipps werden im Übrigen, wie dies immer geplant war, per Ende Jahr 2020 eingestellt werden. Der vom Gemeinderat bewilligte Verpflichtungskredit für das Projekt «Umwelttipps» ist dann aufgebraucht.

Eine erneute Publikation des Käse-Tipps kommt für den Gemeinderat in Anbetracht der verschiedenen genannten Aspekte nicht in Frage.

Aufgrund dieser Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20203611 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 16. Dezember 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilagen:
· Dringliches Postulat 20200361

18. November 2020

20200361

Dringliches Postulat «ein ziemlicher Käse»

Im Amtsanzeiger Nummer 44 war zu lesen: «Es ist nicht alles Käse»

Sehr vereinfacht, aber korrekt wurde über die Produktion von herkömmlichem Kuhmilchkäse geschrieben. Darauf sei gemäss diversen Medien ein Entrüstungssturm auf SocialMedia losgetreten worden und Proteste von, unter Anderem, Swissgenetics und dem Freiburger Milchverband bei der BEU eingegangen. Die BEU liess sich einschüchtern und hat im nächsten Amtsanzeiger die Publikation mit folgendem Text wiederrufen:

«Die Stadt Biel hat letzten Mittwoch einen Umwelt-Tipp zum Thema «Käse» veröffentlicht. Dieser wurde irrtümlicherweise publiziert. Die zuständige Dienststelle Umwelt der Stadt Biel bedauert dies ausdrücklich... Sie will des Weiteren aufzeigen, warum an vielen Standorten die Produktion von tierischen Produkten auch aus ökologischer Sicht sinnvoll ist. Aus diesem Grund ist nächste Woche ein Umwelt-Tipp zu tierischen Produkten geplant...»

Ich fordere deshalb einen Bericht über die Geschehnisse dieses Malheurs in dem folgende Fragen beantwortet werden:

- Wie kommt die BEU dazu ein wahrheitsgetreuer Artikel (siehe Link: Faktencheck, PETA Schweiz) – vielleicht etwas salopp formuliert - als Missverständnis zu deklarieren?
- Trifft es zu, dass Amtsträger*innen der Stadt auf Basis dieses kleinen unscheinbaren Artikels, verbal aufs übelste beschimpft und attackiert worden sind?
- Wie kommt es, dass die Stadt Biel sich von Lobbyverbänden und insbesondere Einzelpersonen aus dem Bauernstand dermassen unter Druck setzen lässt, dass man gleich ins Gegenteil kehrt?
- Gibt es Verpflichtungen den Lobby-Verbänden gegenüber über die der Stadtrat und/oder die Bevölkerung von Biel informiert sein müssten?

Es ist für mich unverständlich, dass 2020 während einer zoonotischen Pandemie dank Massentierhaltung und Vordringen in Lebensräume von Wildtieren die Stadt sich dermassen von der Landwirtschaftslobby unter Druck setzen lässt, um nachher einen Artikel der keinerlei Unwahrheiten enthält als Versehen zu deklarieren und anstelle dessen Werbung für deren unökologischen und auch tierleidvollen Produkte zu starten. Der kleine Artikel rät nicht einmal vom Konsum ab, sondern weisst lediglich daraufhin auf ökologische und regionale Produkte zu achten und auch mal eine vegane Alternative zu versuchen. Das Signal, welches die Stadt mit diesem Rückzug aussendet, ist verheerend!

Zudem fordere ich mit diesem Postulat:

- dass keine Kolumnen mehr darüber publiziert werden, «warum an vielen Standorten die Produktion von tierischen Produkten auch aus ökologischer Sicht sinnvoll ist».
- dass der ursprünglich Artikel wieder auf der Homepage publiziert wird, da er keinerlei Unwahrheiten enthält, welche ein solch schamloses Vorgehen der Milch- und Bauernlobby und damit den Rückzug des Artikels rechtfertigen würde.

Begründung: Es gibt keine wissenschaftliche Studien die belegen, dass tierische Nahrungsmittel aus der Nutztierhaltung ökologischer sind als pflanzlich hergestellte Nahrungsmittel. Lebensmittelproduktion aus Nutztierhaltung und Ökologie ist in unseren Breitengraden per se ein Wiederspruch. Werden nun Produkte daraus in einer Kolumne zu ökologischem Verhalten publiziert ist das irreführend für die Leserschaft! Eine Ernährungswende mit Reduktion von tierischen Lebensmittel hin zu pflanzlichen ist zwingend, wenn wir sowohl den Klimawandel stoppen als auch eine Pandemie beslegen wollen. Der Artikel ist ein erster kleiner Schritt um zumindest mal über Sinn oder Unsinn von tierischen Nahrungsmittel nachzudenken.

PETA Schweiz Faktencheck: https://www.peta-schweiz.ch/stadt-biel-oekobilanz-milchindustrie

Oxford Studie Global food system emissions could preclude achieving the 1.5° and 2°C climate change targets: https://science.sciencemag.org/content/370/6517/705

Warum unsere Ernährung ein Problem ist, Der Spiegel 5.11.20: https://www.spiegel.de/wissenschaft/mensch/klima-studie-warum-unsere-ernaehrung-ein-problem-ist-a-8954fdda-2fa6-428b-9fd7-690654fed1bc?fbclid=IwAR0jbSUYUJmXpGQQybqFGVc_aYOOxmXNxgaEtUluW2f-Dmi8y6rsg-i-7AA

IPCC Bericht, Kapitel 11: https://archive.ipcc.ch/report/ar5/wg3/

Für die SP Fraktion
Susanne Clauss

Anhang Nr. 8

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20200256, Frank Lena, Grüne, «Nachhaltige Beschaffung»

Mit dem Postulat wird der Gemeinderat aufgefordert, die städtische Verordnung über die Beschaffung und den Unterhalt von Mobilien und Materialien an die Klimaziele bzw. das Klimaschutzreglement anzupassen soweit dies das übergeordnete Recht erlaubt. Ferner sollen sich die mit Beschaffung betrauten Stellen im Bereich der nachhaltigen Beschaffung weiterbilden.

Der Gemeinderat ist bereit, zu prüfen, inwiefern die städtische Verordnung über die Beschaffung und den Unterhalt von Mobilien und Materialien angepasst werden kann, um dem Klimaschutzreglement der Stadt Biel zu entsprechen. Ebenfalls erachtet er es als prüfenswert, die mit Beschaffungen betrauten Stellen gegebenenfalls im Bereich der nachhaltigen Beschaffung weiterzubilden, sofern sie nicht schon über die erforderlichen Kompetenzen verfügen.

In diesem Sinn beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20200256 erheblich zu erklären.

Biel, 9. Dezember 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
· Postulat 20200256

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20200256
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Postulat: Nachhaltige Beschaffung

Der Gemeinderat wird aufgefordert zu prüfen:

1. **Die Verordnung über die Beschaffung und den Unterhalt von Mobilien und Materialien an die Klimaziele resp. das Klimareglement anzupassen, soweit dies das übergeordnete Recht erlaubt.**
2. **Die mit Beschaffungen betrauten Stellen im Bereich der nachhaltigen Beschaffung weiterzubilden.**

Begründung:
Um das Ziel der Klimaneutralität bis 2050 zu erreichen, spielt das Beschaffungswesen der Stadt Biel eine zentrale Rolle. Die Stadt Biel wendet bereits heute nachhaltige Kriterien bei Beschaffungen an. Jedoch ist dies stark von den jeweiligen Entscheidungsträger*innen abhängig und daher nicht systematisch. Deswegen ist es wichtig, dass die «Verordnung über die Beschaffung und den Unterhalt von Mobilien und Materialien» entsprechend angepasst und die Nachhaltigkeit bei Beschaffungen der Stadt Biel systematisiert wird. Zudem wurde im Rahmen von NHS eine Stelle «zentraler Einkauf» beschlossen. Diese Stelle wird derzeit besetzt. Es ist wichtig, dass diese Person von Beginn an den Fokus auf die Nachhaltigkeit legt.
Andere Gemeinden sind bereits weiter: Die Stadt Baden hat die nachhaltige Beschaffung als einen Teilbereich der nachhaltigen Entwicklung und als solche in der Gemeindeverordnung der Stadt Baden, im Leitbild der Stadtverwaltung und im Planungsleitbild der Stadt Baden verankert[1].
Auch auf Bundesebene wurde das Beschaffungsgesetz in diese Richtung revidiert. Mit dem neuen Beschaffungsgesetz, welches im Januar 2021 auf Ebene Bund und im Herbst 2021 auf Ebene Kanton in Kraft tritt, werden erstmals explizit auch Kriterien der Nachhaltigkeit zur Angebotsbewertung bei Beschaffungen (bzw. WTO-Ausschreibungen) vorgesehen.

Biel/Bienne, 20.8.2020

Lena Frank, Grüne

[1] Nachhaltige Beschaffung in der Stadtverwaltung Baden: https://www.baden.ch/de/leben-wohnen/umwelt-natur/nachhaltigkeit.html/63

Anhang Nr. 9

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20200290, Briechle Dennis, GLP, «Für eine liberalere Nutzung des öffentlichen Grundes»

Im vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat beauftragt zu prüfen, die während der Coronavirus-Pandemie gewährten Erleichterungen betreffend die Benutzung des öffentlichen Grundes, namentlich für Gastrobetriebe, auch langfristig zu ermöglichen.

Mit Beschluss vom 6. Mai 2020 hat der Gemeinderat entschieden, den Betrieben des Gastronomie- und des Verkaufsgewerbes wo von den Rahmenbedingungen her möglich mehr öffentlichen Raum zur Verfügung zu stellen, ohne dafür zusätzliche Gebühren zu verlangen. Der erwähnte Beschluss des Gemeinderats ist in der Folge durch die zuständigen städtischen Stellen umgesetzt worden. Die zur Anwendung kommende Regelung hat sich bewährt. Der Gemeinderat hat am 25. November 2020 beschlossen, dem betroffenen Gewerbe auch über das Jahresende hinaus den notwendigen Raum zur Verfügung zu stellen. Der Gemeinderat erachtet es als zielführend, die oben beschriebene Lösung für die Dauer der Pandemie zur Anwendung kommen zu lassen. Ob es sich dabei auch über die Pandemie hinaus um eine zweckmässige Lösung handelt, wird zu gegebener Zeit zu prüfen sein.

Gestützt auf die oben gemachten Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat das Postulat 20200290 erheblich zu erklären.

Biel, 16. Dezember 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
· Postulat 20200290

glp

Postulat

Für eine liberalere Nutzung des öffentlichen Grundes

Eingereichter Text

Der Gemeinderat wird beauftragt zu prüfen, die während der Coronavirus-Pandemie gewährten Erleichterungen betreffend der Benutzung des öffentlichen Grundes, namentlich für Gastrobetriebe, auch langfristig zu ermöglichen.

Begründung

Die Coronavirus-Pandemie hat unser Leben in vielfältiger Art und Weise verändert. Einer der wesentlichen Aspekte, besser mit der Pandemie umzugehen, ist das Vermeiden von geschlossenen Räumen und Aktivitäten ins Freie zu verlegen. Die Stadt hat dies unter Anderem dadurch unterstützt, indem sie vielerorts eine grosszügigere Nutzung des öffentlichen Grundes ermöglichte, namentlich für Gastrobetriebe.

Dies hat sich nach Ansicht der Unterzeichnenden diesen Sommer bewährt. Die Strassen, Gassen und Plätze der Stadt wurden belebt und es kam teilweise schon beinahe mediterranes Flair auf. Mit diesem Postulat soll geprüft werden, ob diese Erleichterungen auch langfristig, nach Ende der Pandemie, weiter geführt werden könnten. Dies selbstverständlich immer unter Berücksichtigung der notwendigen Durchgängigkeit für Rollstuhlfahrende, Kinderwagen, Notfallfahrzeuge, etc.

Biel/Bienne, 17. September 2020

Dennis Briechle

Anhang Nr. 10

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

au postulat interpartis 20200255, Hamdaoui Mohamed, PDC, Pittet Natasha, PRR, « Un inventaire historique des rues et des places »

Les auteurs du postulat demandent au Conseil municipal de créer un inventaire historique détaillé des noms des rues et des places biennoises. Priorité devra être accordée aux rues et aux places portant le nom de personnalités. Cet inventaire se voudra en outre public et évolutif.

Le Conseil municipal comprend les préoccupations qui sous-tendent le postulat interpartis. Il se propose d'entreprendre les clarifications nécessaires pour déterminer s'il est opportun de réaliser un inventaire historique des rues et des places de Bienne. Le cas échéant, sous quelle forme et avec l'apport de quelle expertise externe.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat interpartis 20200255.

Bienne, le 2 décembre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Eric Fehr Barbara Labbé

Annexe:
· Postulat 20200255

Postulat 20200255

Un inventaire historique des rues et des places

Le Conseil municipal est prié de créer un inventaire historique détaillé des noms des rues et des places biennoises. Priorité sera accordée aux rues et aux places portant le nom de personnalités. Cet inventaire devra être public et évolutif.

Développement

La Suisse n'échappe pas au débat quasi planétaire sur le déboulonnage de statues ou le changement de nom de rues rendant hommage à des personnalités. Au-delà du bien-fondé de ce débat, les polémiques qu'il entraîne montrent à quel point la population connaît souvent mal son histoire et a une vision partielle (parfois aussi partiale !) des personnalités qui ont façonné l'histoire, avec leur part de lumière mais aussi d'ombre. Or on ne peut avancer sans connaître l'histoire. A Bienne, ville ouverte au monde, la population souvent venue d'ailleurs, de Suisse ou de l'étranger, ne connaît pas les personnages derrière les noms de rue.

Créer un inventaire historique des rues et des places portant le nom de personnalités permettrait de mieux connaître la biographie des personnalités en question, savoir de manière détaillée ce qu'elles ont apporté à la ville de Bienne, et disposer d'une base solide pour mener d'éventuels débats publics.

Idéalement, cet inventaire devrait être conçu par un groupe d'historiennes et d'historiens reconnus, puis publié sur Internet (pourquoi pas le mettre aussi à disposition sous une autre forme de différentes institutions, comme l'Office du tourisme ou des hôtels). A l'instar de la célèbre plate-forme Wikipedia, cet inventaire pourrait aussi être évolutif et participatif.

Mohamed Hamdaoui (PDC)

Natasha Pittet (PRR)

Bienne, le 19 août 2020

Anhang Nr. 11

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Interpellation 20200258, Gugger Reto, BDP, «Renovationsfonds bei Stockwerkeigentum im Besitz der Stadt Biel»

Mit dem vorliegenden Vorstoss wird der Gemeinderat aufgefordert, vier Fragen im Zusammenhang mit dem Renovationsfonds bei Stockwerkeigentum im Besitz der Stadt Biel zu beantworten. Anstoss dieser Interpellation war das im Juli 2020 behandelte Geschäft im Stadtrat «Liegenschaft General-Dufour-Strasse 26 / Erwerb der Stockwerkeinheit Biel-Grundbuchblatt Nr. 1693-2, von der Post Immobilien AG». Der Interpellant ging davon aus, dass für die Liegenschaft im Stockwerkeigentum kein Erneuerungsfonds vorhanden sei und nun alle Renovationsarbeiten an der Gebäudehülle von der Stadt Biel alleine getragen werden müssen.

Diese Annahme ist für die Liegenschaft General-Dufour-Strasse 26 nicht zutreffend. Für diese Liegenschaft existiert ein Renovationsfonds mit einem Saldo von CHF 257'267.45 per 31.12.2019. Die jährlichen Einlagen betrugen CHF 10'000.00 für beide Stockwerkeinheiten. Dabei ging man davon aus, dass dieser Sockelbetrag für dringende Fälle genügt und grössere Ausgaben anteilig direkt von den Stockwerkeigentümern übernommen werden könnten. Die Entwertung der Liegenschaft wurde im Kaufpreis berücksichtigt und dementsprechend ein tieferer Preis bezahlt.

1. Welche als Stockwerkeigentum ausgestalteten Gebäuden besitzt die Stadt Biel im Eigentum?

Gbbl.Nr.	Adresse / Objekt	Quote	Stand EF per 31.12.2019 (gesamt)
1693-1	General-Dufourstrasse 26 / Stadtbibliothek	607/1000	CHF 259'267.45
9530-1 9530-2	Obergasse 16 / Gewölbekeller Obergasse 16 / Atelier mit Galerie, 4. OG	307/10'000 2358/10'000	CHF 20'176.00
11062-2	Tissot-Arena	385/1000	CHF 0.00, ab 2020 0.25% des GVB-Wertes (250'000'000.00) verteilt nach Wertquote.
10972-diverse	Aarbergstrasse 50 / 17-Meter Streifen, 11 von 76 Einstellhallenplätzen	Je 1/76	CHF 0.00 Beiträge sind ab 1.1.2020 vorgesehen
1816-21-2 1816-21-3	Logengasse 1 / Neumarktstrasse, zwei Einstellhallenplätze, Miteigentumsanteil von je 1/21 an STWE-Einheit Einstellhalle	Je 1/23	CHF 22'614.90

2. Auf welchen Stand (in CHF) belaufen sich die entsprechenden Renovationsfonds der Liegenschaften im Stockwerkeigentum, welche die Stadt Biel besitzt?

   Siehe Tabelle unter Frage 1

3. Wie hoch ist der geschätzte aufgestaute Unterhalt am allgemeinen Teil dieser Gebäude und per wann müssen die entsprechenden Unterhaltsarbeiten durchgeführt werden?

   Die Liegenschaften werden normal unterhalten. Bei der Altstadtliegenschaft Obergasse 16 hat die Verwaltung die erneute Äufnung bereits für die nächste STWE-Versammlung im Jahr 2021 traktandiert.

4. Falls bei einer oder mehreren Liegenschaften kein Renovationsfonds bestehen sollte: Weshalb hat die Stadt Biel bei den betreffenden Liegenschaften bis jetzt darauf verzichtet, entsprechende Renovationsfonds einrichten zu lassen?

   Es bestehen bei allen Liegenschaften Renovationsfonds. Der Renovationsfonds der Liegenschaft General-Dufourstrasse 26 wurde nicht höher geäufnet, da bei beiden Parteien (Post Immobilien AG und Einwohnergemeinde Biel) davon ausgegangen werden konnte, dass das Geld für anstehende Renovationen aufgebracht werden kann.

Biel, 2. Dezember 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
· Interpellation 20200258

BDP / PBD

Interpellation 20200258

Renovationsfonds bei Stockwerkeigentum im Besitz der Stadt Biel

Im Juli 2020 wurde im Stadtrat das Geschäft 20170147 „Liegenschaft General-Dufour-Strasse 26 / Erwerb der Stockwerkeinheit Biel-Grundbuchblatt Nr. 1693-2, von der Post Immobilien AG" behandelt. Dabei ist zum Vorschein getreten, dass beim betreffenden Gebäude, welches als Stockwerkeigentum ausgestaltet ist, kein Renovationsfonds vorhanden ist. Als Konsequenz daraus müssen nun sämtliche anfallenden Renovationsarbeiten an der Gebäudehülle von der Stadt Biel alleine getragen werden, ohne dass sich die ehemaligen Besitzer der anderen Stockwerkeigentumsanteile über früher getätigten Einlagen in einen Renovationsfonds beteiligen.

Aus diesem Umstand ergeben sich folgende drei Fragen, welche vom Gemeinderat in Textform oder in Form einer Tabelle beantwortet werden können:

1. Welche als Stockwerkeigentum ausgestalteten Gebäuden besitzt die Stadt Biel im Eigentum?
2. Auf welchen Stand (in CHF) belaufen sich die entsprechenden Renovationsfonds der Liegenschaften im Stockwerkeigentum, welche die Stadt Biel besitzt?
3. Wie hoch ist der geschätzte aufgestaute Unterhalt am allgemeinen Teil dieser Gebäude und per wann müssen die entsprechenden Unterhaltsarbeiten durchgeführt werden?
4. Falls bei einer oder mehreren Liegenschaften kein Renovationsfonds bestehen sollte: Weshalb hat die Stadt Biel bei den betreffenden Liegenschaften bis jetzt darauf verzichtet, entsprechende Renovationsfonds einrichten zu lassen?

Biel, 19. August 2020

Reto Gugger
BDP

Anhang Nr. 12

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

à l'interpellation interpartis 20200259, Francescutto Luca, UDC, Hamdaoui Mohamed, PDC, «Voile islamique à 10 ans en classe d'école...»

La présente interpellation charge le Conseil municipal de répondre à plusieurs questions concernant le port du voile islamique à l'école et la réglementation à ce sujet.

Le Conseil municipal précise que le Canton de Berne n'a pas édicté de directives concernant la tenue vestimentaire dans les écoles. Il conseille toutefois aux commissions scolaires ou aux directions d'écoles d'intervenir si l'école ne peut plus accomplir sa mission de formation. Selon les informations à disposition, une situation justifiant une intervention particulière ne s'est pas présentée.

1. Est-ce que la Ville tolère ce genre d'attitude ?

(cf. ci-dessus)

2. Existe-il une règle au sein des écoles interdisant le port du voile pour des enfants mineurs ?

Comme précédemment mentionné, le Canton de Berne n'a pas édicté d'interdiction à ce sujet. Il n'y a pas de règles spécifiques dans les écoles biennoises.

3. La direction des écoles et sport ne devrait-elle pas prendre position sur ce sujet et interdire le port du voile ?

Le Conseil municipal ne voit pas la nécessité de prendre des mesures particulières par rapport au reste du canton. Dans ce contexte, il faut rappeler qu'en 2013, le Tribunal fédéral a levé une interdiction du port du voile imposée par les autorités communales de Bürglen (TG) en argumentant qu'elle constituait une ingérence nécessitant une loi (ATF 139 I 280). Dans le canton de Berne, cette base l'égale n'existe pas. En 2015, le Tribunal fédéral s'est ensuite prononcé sur le fond et s'est opposé à l'interdiction du port du voile à l'école en rejetant un recours des autorités scolaires de la commune de St. Margrethen (SG) en litige avec les parents d'une écolière. Le TF a notamment considéré que le port du voile est l'expression d'une conviction religieuse protégée par l'art. 15 Cst. et que la restriction apportée à une élève qui fréquente chaque jour l'école constitue une restriction grave à ce droit (ATF 142 I 49) non justifiée par un intérêt public prépondérant.

4. L'école doit être un lieu de rassemblement; de tels comportements portent préjudice.

Ce point ne constitue pas une question, mais relève d'une affirmation de la part des auteurs de l'interpellation.

5. Est-ce que cet enfant va suivre les cours de gymnastique et de natation ?

Les cours de gymnastique et de natation font partie du plan d'études. Ils sont donc obligatoires pour tous les élèves.

Bienne, le 9 décembre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: interpellation interpartis 20200259

(sera rempli par la CHM)

Vorstoss Nr. / Interv. no:

Termin GR / Délai CM: 09.12.2020

Direktion /Direction: PKS

Mitbericht / Corapport: alle DS.

Luca Francescutto, Mohamed Hamdaoui

Interpellation

Voile islamique à 10 ans en classe d'école....

Question(s)

A la reprise scolaire une fille âgée de 10 ans s'est présentée en classe en portant le voile islamique. La direction des écoles ne devrait-elle pas intervenir ?
Mais comment peut-on tolérer qu'une si jeune enfant puisse ou certainement doive porter le voile ainsi. de tels comportements privent les élèves d'un intégration déjà difficile.

1. Est-ce que la Ville tolère ce genre d'attitude`
2. Existe-il une règle au sein des écoles interdisant le port du voile pour des enfants mineurs?
3. Est-ce que la direction des écoles et Sport ne devrait-elle pas prendre position sur ce sujet et interdire le port du voile ?
4. L'école doit être un lieu de rassemblement; de tels comportements portent préjudices
5. Est-ce que cet enfant va suivre les cours de gymnastique et de natation ?

Blenne, le 20.08.2020

Luca Francescutto, Mohamed Hamdaoui

Cosignataires

Anhang Nr. 13

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

à l'interpellation interpartis 20200257, Bord Pascal, PRR, Gonzalez Glenda, PSR, «Les concours d'architecture de la ville sont-ils réservés aux Alémaniques ?»

L'élément déclencheur de la présente interpellation a été la nouvelle construction prévue de l'EMS Ried, pour laquelle un concours d'architecture a été mis au concours en juin 2020. Comme les intervenants le constatent à juste titre, la langue de la procédure du concours est l'allemand, mais les contributions au concours peuvent être déposées en allemand et en français. Selon les intervenants, avec de telles conditions-cadre, la participation ne poserait certes aucun problème aux bureaux d'architectes alémaniques, mais la complexité de la langue allemande s'ajoute pour ceux des régions francophones.

Les appels d'offres de la Ville de Bienne ont toujours lieu dans les deux langues officielles, aussi sur la plate-forme SIMAP. Pour des raisons juridiques, il faut fixer une langue de procédure pour éviter des problèmes d'interprétation liés à la langue en cas de recours. En règle générale, toutefois, les véritables pièces du dossier d'appel d'offres telles que les descriptifs de prestations ou les documents du concours ne sont disponibles que dans une langue. La raison principale en est le temps et la charge financière liés à la traduction de documents comprenant, dans nombre de cas, plusieurs centaines de pages. Concernant les mandats d'étude parallèles et les concours, la charge supplémentaire ne se limite pas uniquement à la préparation et à l'élaboration des documents de base, mais conduirait aussi à des frais supplémentaires et à des retards considérables dans la phase d'évaluation par le jury ou collège d'experts ainsi que pour l'établissement du rapport final. En outre, le choix de la langue de procédure n'est que partiellement déterminé par la direction ou le département à l'origine de l'appel d'offres, mais aussi par les autres acteurs tels qu'ingénieurs et ingénieures spécialisés, conseillers et conseillères externes, directions des travaux ou, surtout dans le cas de mandats d'étude parallèles et de concours d'architecture, par les maîtres d'ouvrage ou coopératives de construction de logements. On citera à titre d'exemples pour ces dernières les mandats d'étude parallèles relatifs à la rue Jakob sud ou le concours d'architecture pour la coopération de construction de logements WOBE au chemin Mettlen.

Concernant le concours pour l'EMS Ried, l'allemand a été choisi comme langue de procédure surtout au vu des participants aux vastes travaux préparatoires et aux ateliers de travail en charge de l'accompagnement. Les propositions de projets peuvent être cependant remises dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Cela constitue toutefois une exception, car cela pourrait restreindre l'anonymat des auteurs des projets par déduction de l'origine des bureaux soumissionnaires. Cette réglementation spéciale a été discutée avec la commission des concours de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) qui l'a considérée comme acceptable compte tenu du nombre élevé de contributions attendu. Pour les raisons évoquées, cela n'est pas possible en cas de procédure sélective avec préqualification ou par invitation. Pour éviter d'éventuels désavantages liés à la langue, on a tenu compte de manière équitable des deux langues officielles lors de la composition du jury, comme d'ailleurs pour toutes les procédures réalisées par le Département de l'urbanisme et le Département des constructions.

Le Conseil municipal peut prendre position comme suit quant aux questions des intervenants:

1. N'existe-t-il pas de base légale pour exiger de la Ville une traduction du document officiel ?

Les appels d'offres de la Ville ont toujours lieu dans les deux langues officielles. Par contre, il n'existe pas de base légale contraignante pour la mise à disposition du dossier d'appel d'offres proprement dit en langues française et allemande.

2. L'égalité de traitement entre les deux langues dans les marchés publics n'est-elle pas souhaitée par le Conseil municipal ?

L'égalité de traitement des deux langues officielles tient à cœur du Conseil municipal concernant les mises au concours publiques. En règle générale, elle résulte des parties participant aux projets qui représentent tant la langue française que la langue allemande dans le cadre de chaque projet. Lors de mandats d'étude parallèles et de concours, cette égalité de traitement résulte aussi du choix de la langue de procédure retenue. Le Département de l'urbanisme et le Département des constructions conduisent dans les deux langues de telles procédures visant à garantir la qualité (préqualification ou invitation), et on veille alors, en outre, à ce que les deux langues soient représentées dans les collèges d'experts et les équipes participantes.

3. La Ville préfère-t-elle par confort travailler avec des bureaux d'architecture alémaniques, vu que les collaborateurs romands sont quasi inexistants dans le département?

Dans la mesure du possible, le Département des constructions adjuge les mandats à des bureaux d'architecture suite à des concours ou d'autres procédures garantissant la qualité. Comme décrit plus avant, l'égalité de traitement des langues est garantie. Dans le cadre de rares soumissions d'honoraires proprement dites dans des procédures par invitation, on tient aussi compte d'une représentation convenable des deux communautés linguistiques. Il convient d'ajouter ici que de très nombreux bureaux d'architecture de la région ne s'entendent pas comme des bureaux purement germanophones ou francophones, et que les deux langues sont représentées au sein de leur personnel et de leurs partenaires. Concernant la composition linguistique du Département des constructions, il est vrai que la langue allemande y est actuellement surreprésentée. À cet égard, il convient de signaler qu'en été 2019, le Conseil municipal a mis en place de nouveaux processus de recrutement, afin d'obtenir une répartition linguistique représentative des collaborateurs et collaboratrices à tous les niveaux hiérarchiques et dans toutes les unités organisationnelles. Une représentation adéquate des deux langues au sein de la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement lors des prochains recrutements constituera une préoccupation majeure.

Bienne, le 25 novembre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: interpellation interpartis 20200257

Interpellation interparti 20200257

Les concours d'architecture de la ville sont-ils réservés aux alémaniques ?

La Ville a mis au concours le projet de l'EMS Ried en juin 2020. Dans ce document de 32 pages, seules les mesures COVID ont été traduites en français. La langue de la procédure est l'allemand, avec possibilité de répondre au concours en français.

Avec de telles conditions cadre, les bureaux d'architectes alémaniques sont en mesure de répondre sans problème, mais pour ceux des régions francophones, s'ajoute la complexité de la langue alémanique.

Questions :

1. N'existe-t-il pas de base légale pour exiger de la Ville une traduction du document officiel ?
2. L'égalité de traitement entre les deux langues dans les marchés publiques n'est-il pas souhaité par le Conseil Municipal ?
3. La Ville préfère-t-elle par confort travailler avec des bureaux d'architecture alémaniques, vu que les collaborateurs romands sont quasi inexistants dans le département ?

19.08.2020

Parti Radical Romand

Pascal Bord

Parti socialiste Romand

Glenda Gonzalez